
Une journée Robert Baldwin pour les Ontariens

par Andrew W. Redden

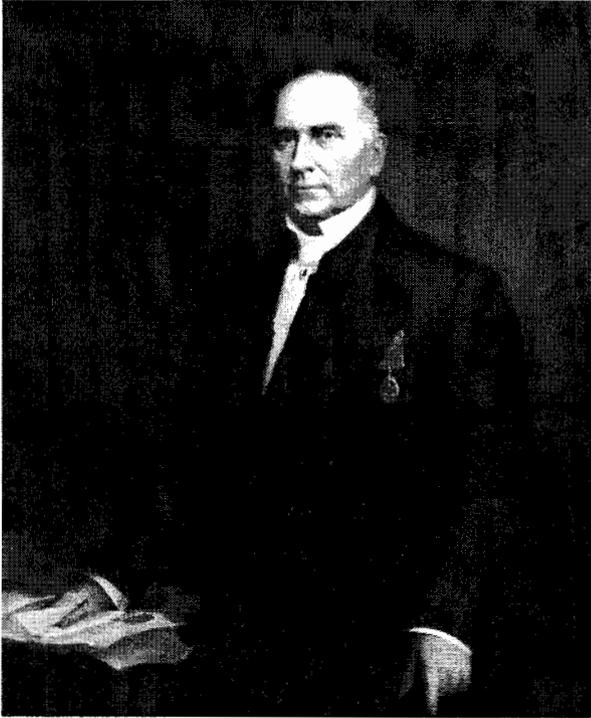
Malgré le rôle de premier plan qu'il joua dans l'histoire politique de l'Ontario, Robert Baldwin n'est connu que d'un petit nombre de gens. Il fut un avocat réputé et un leader politique au XIX^e siècle, mais on se souvient surtout de son rôle dans la réforme démocratique. Il conçut et défendit la notion de gouvernement responsable pour le Haut-Canada, et il prônait un conseil exécutif devant rendre des comptes à une assemblée législative élue. Cette vision devint une réalité avec l'adoption, en 1841, de la loi communément appelée l'Acte d'Union, qui demeure jusqu'à ce jour le fondement du régime canadien de gouvernement parlementaire. Baldwin travailla aussi activement à la réforme des administrations locales. L'adoption de la loi communément appelée la Loi Baldwin permit la constitution en personnes morales des cantons, villages et villes. Ces différents ordres de gouvernement furent établis à partir de la notion de conseil démocratiquement élu dans chaque collectivité. Le présent article plaide en faveur de la reconnaissance des réalisations de Robert Baldwin grâce à la désignation d'une journée en son honneur.

Depuis juillet 1985, les députés et le personnel de l'Assemblée législative ontarienne ainsi que des milliers de touristes passent devant le portrait de Robert Baldwin qui est suspendu juste à la gauche de l'entrée de la Chambre. La plupart de ces personnes connaissent très peu, voire aucunement, l'homme en question et ses réalisations. Mal comprendre l'héritage de Baldwin équivaut à mal comprendre l'histoire politique de l'Ontario. Cela explique que de nombreux Ontariens ne sachent guère à quoi s'en tenir pour ce qui concerne leur régime parlementaire et monarchique de gouvernement.

Né Campbellford, en Ontario, Andrew W. Redden détient un B.A. avec spécialisation de l'Université Carleton. Lorsqu'il travaillait à l'Assemblée législative de l'Ontario, il a rédigé le document suivant à l'appui d'un projet de loi d'initiative parlementaire présenté par M. Doug Galt, député provincial, en vue d'instituer la journée Robert Baldwin.

Il est très important que nous connaissions notre histoire. Nos droits et obligations correspondent aux valeurs civiques qui sont le ciment de notre société. Mais avec la perte du sens de l'histoire, ces valeurs ne peuvent survivre¹. Nous risquons de perdre également notre culture au profit de la culture américaine si nous ne consacrons pas un sérieux effort à nous rappeler notre histoire politique unique et à en prendre conscience.

D'après un document publié en 1997 par l'Institut du Dominion par suite d'un sondage effectué auprès de 1100 Canadiens âgés de 18 à 24 ans, 64 % des jeunes Canadiens ne connaissaient pas la date d'entrée en vigueur de la Confédération et plus de la moitié d'entre eux ignoraient le siècle de la fondation du Canada. Seulement la moitié pouvaient nommer le premier premier ministre et seulement 15 % savaient en quelle année la Constitution avait été rapatriée de Grande-Bretagne. De toute évidence, il existe une méconnaissance de notre histoire politique.



Robert Baldwin
(Government of Ontario Art Collection)

Le gouvernement responsable

À l'origine, le gouverneur général dirigeait la colonie à titre de représentant de la Reine, une situation à laquelle Robert Baldwin s'opposa fortement en faisant valoir qu'il était impossible d'avoir une monarchie constitutionnelle de type britannique dans une colonie. Le gouverneur général devait régner, disait-il, mais pas gouverner. Cette conception différente et holistique de la monarchie fut à l'origine des rebellions que connurent les Canadas au début du XIX^e siècle.

Les rebellions mirent dans l'embarras les autorités impériales de Londres. En 1838, réagissant aux événements, le gouvernement britannique nomma gouverneur en chef un libéral notoire, le comte de Durham, et il lui demanda de faire des recommandations sur les sources de mécontentement dans l'Amérique britannique. Durham allait faire face à de nombreuses difficultés et il dut abandonner son espoir d'une vaste union de l'Amérique du Nord britannique.

À un certain moment, Durham discuta de ces questions avec Robert Baldwin. Baldwin était d'avis qu'il fallait asseoir la réforme sur le principe selon lequel un gouverneur de colonie devait choisir ses plus proches conseillers, les membres de son conseil exécutif, entièrement parmi les dirigeants du groupe majoritaire de l'assemblée législative. Selon lui, le représentant de la Couronne devait suivre les conseils de

l'assemblée pour toutes les questions pouvant être considérées comme des préoccupations internes.

La logique de la proposition de Baldwin retint entièrement l'attention de Durham. Le résultat fut le « monumental » rapport Durham de 1839, qui traitait d'éléments comme les politiques foncières, le désordre oligarchique, la réforme judiciaire et l'éducation. Il contenait en outre un certain nombre de recommandations et on se souvient aujourd'hui du rapport à cause de deux d'entre elles : premièrement, l'idée d'un gouvernement responsable, en vertu de laquelle un cabinet exerçant le pouvoir serait soumis à la volonté et à la confiance des représentants élus; et, deuxièmement, une union des deux Canadas qui allait permettre selon lui d'absorber les Canadiens français dans une province plus vaste à majorité anglophone.

Les autorités britanniques acceptèrent la recommandation de Durham à l'égard de l'union, mais elles demeurèrent réticentes à instaurer le gouvernement responsable. En 1841, l'*Acte d'Union* entra en vigueur dans les Canadas, alors dirigés par un nouveau gouverneur général, lord Sydenham. Le Haut-Canada devint le Canada-Ouest, et le Bas-Canada, le Canada-Est.

Malgré l'union de la communauté majoritairement francophone et catholique romaine du Canada-Est avec la communauté anglophone et protestante du Canada-Ouest, la « division » des communautés continua sous le régime du parlement d'union. Celui-ci assurait toujours la représentation égale des deux anciens Canadas, ce qui signifiait des partis divisés et des gouvernements bicéphales. Mais cela changea avec l'arrivée du parti de l'alliance réformiste dirigé par Robert Baldwin dans le Canada-Ouest, fidèle défenseur du principe du gouvernement responsable, et Louis-Hippolyte LaFontaine dans le Canada-Est². Abstraction faite de leurs bagages culturels différents, ils décidèrent de travailler ensemble à former un gouvernement de coalition.

Lorsque le parti réformiste de Baldwin et LaFontaine remporta les élections de 1847-1848, le « grand gouvernement » assumait le pouvoir. En 1848, le secrétaire aux Colonies, lord Grey, accepta le principe du gouvernement responsable prôné par Baldwin pour la colonie. À partir de ce moment, le Canada devint un territoire où le vote d'un homme était aussi valable que celui de n'importe quel autre et où la volonté de la majorité représentait l'instance ultime. Baldwin réussissait finalement à implanter le droit de l'assemblée de tenir les conseillers exécutifs responsables des décisions du gouvernement.

Baldwin fut à l'origine d'un autre changement majeur, un système d'administrations locales, grâce à la *Municipal Corporations Act*, document considéré par certains historiens comme un prolongement des valeurs démocratiques et comme la création de Robert Baldwin. Dans ce texte de 68 pages, on établissait entre autres un ensemble complet de structures municipales et de pouvoirs connexes et, en accordant aux

municipalités des conseils élus, on leur assurait une certaine indépendance à l'égard de la domination provinciale, ce que les réformistes du gouvernement n'avaient cessé de réclamer. La qualité du document était telle qu'il a résisté au passage du temps et que d'autres provinces l'ont copié.

À l'exception de nombreux historiens, combien de citoyens savent que Robert Baldwin a été l'auteur et le promoteur de ces importants changements à notre système de gouvernance? Je crois que le meilleur moyen de comprendre et de respecter notre régime parlementaire et monarchique de gouvernement est de comprendre nos origines historiques en tant que colonie britannique ainsi que la façon dont Robert Baldwin a jeté les bases de notre régime actuel. Par conséquent, la désignation d'une journée Robert Baldwin contribuera à faire connaître son héritage et gardera vivant le souvenir de notre histoire politique.

La culture politique canadienne

Baldwin contribua également à la tradition canadienne axée sur l'évolution pacifique plutôt que sur la révolution violente. Avec ses associés, il jeta les bases de la séparation d'avec la Grande-Bretagne et exigea que les Canadiens gèrent les affaires canadiennes. En 1846, pendant un débat sur la milice, il insista pour dire que les Canadiens étaient capables de défendre la province sans l'aide des Britanniques. Mais, alors que les États-Unis obtenaient leur indépendance par la guerre, Baldwin et LaFontaine favorisaient l'accession à l'indépendance par la négociation. Cette démarche raisonnable et prudente est l'un des grands facteurs qui distinguent les Canadiens des Américains.

Dans *Les enfants de l'Europe*, Louis Hartz et Kenneth D. McRae expliquent que la culture politique du Canada anglais est constituée d'un ingrédient libéral s'accompagnant d'un élément tory issu de la révolution américaine à la fin du XVIII^e siècle. Gad Horowitz a généralisé les arguments de Hartz et McRae en avançant que si les États-Unis représentent un pur « fragment » bourgeois, le Canada anglais est un fragment bourgeois entaché d'imperfections non libérales, soit une « touche » tory³.

Cette touche tory a engendré le conservatisme évident au sein de la culture politique canadienne anglaise. Et historiquement, ce conservatisme a impliqué une loyauté à l'égard de la monarchie et le refus des révolutions.

Dans un discours prononcé en 1999 dans le cadre d'une conférence parrainée par l'Institut McGill, Desmond Morton déclarait que le Canada allait survivre en fonction de la compréhension, par chaque génération, des arrangements et compromis dont nous avons tous hérité⁴. Si nous devons poursuivre notre route en tant que Canadiens, il est indispensable à notre survie que nous connaissions notre histoire. Comme l'a fait observer Edmund Burke, on ne peut

entrer dans la postérité si on ne regarde jamais du côté de ses ancêtres⁵.

Essentiellement, l'histoire joue un rôle social dans un pays comme le nôtre. Comme le fait valoir l'historien Jack Granatstein :

Les valeurs et traditions de la vie canadienne devraient être enseignées de force; on devrait expliquer l'histoire afin de montrer comment et pourquoi nous avons régulièrement réglé nos conflits sans recourir à la force, comment notre système politique a fonctionné et pourquoi nous sommes allés en guerre et avons adhéré à des alliances à maintes occasions – non pour des motifs agressifs, mais pour protéger nos idéaux démocratiques⁶.

L'idée de Granatstein d'enseigner de force les valeurs et traditions peut sembler un peu barbare. Toutefois, faire connaître de cette façon les réalisations historiques communes des Canadiens d'expression française et anglaise pourrait contribuer à créer parmi les Québécois un lien émotionnel avec le reste du pays.

Baldwin et le dualisme canadien

Lors du référendum de 1995 au Québec, les Canadiens vivant dans cette province et ailleurs au pays ont été très contrariés par la façon dont nos dirigeants fédéraux combattaient la campagne séparatiste. On aurait dit qu'ils ne pouvaient penser à autre chose que nos intérêts économiques et la déclaration des Nations Unies selon laquelle il fait bon vivre au Canada⁷. Pourquoi les fédéralistes canadiens n'ont-ils pu constituer une force émotionnelle cohérente pouvant concourir à garder le Canada uni? Pourquoi ne pouvait-on se souvenir des appels à l'alliance de Robert Baldwin et de Louis-Hippolyte LaFontaine?

Dans *Réflexions d'un frère siamois*, John Ralston Sault souligne que la coopération de LaFontaine et de Baldwin était loin de se limiter à une coalition politique. Nos dirigeants fédéraux auraient sans doute avantage à évoquer l'alliance Baldwin-LaFontaine lorsque vient le temps d'organiser des forces unificatrices à dominante émotionnelle.

Sault indique également que LaFontaine et Baldwin firent front commun pour la première fois à Kingston, où l'assemblée législative des colonies nouvellement unifiées se réunissait, et qu'à partir de là, chacun devint le meilleur ami de l'autre. « Un détail éloquent : Baldwin a fait éduquer ses deux fils et ses deux filles en français à Québec⁸. »

Baldwin et LaFontaine mirent de côté leurs divergences de vue et conjuguèrent leurs efforts pour établir une coalition complexe axée sur des réformes. Sault reconnaît l'importance pour le Canada de cette relation de travail historique entre les deux chefs de file, mais beaucoup l'ont oublié ou n'en ont

jamais entendu parler. Il s'agit là d'un exemple historique de coopération entre le Canada français et le Canada anglais.

Dans un livre d'histoire de la famille Baldwin, écrit par et pour les descendants de Robert Baldwin, on donne une bonne description de l'alliance entre Baldwin et LaFontaine :

Il s'agissait d'une coopération basée sur une amitié, une confiance et une loyauté mutuelles qui dura toute leur vie. La politique impériale du « diviser pour régner » ne pouvait briser cette relation unique parce qu'ils se consultaient et prenaient des décisions en commun. Ils n'étaient pas prêts à jouer le jeu des considérations ethniques ou de classe. En tant que modérés, ils détestaient la violence et croyaient en l'instauration d'un équilibre délicat entre les différents intérêts et le respect des uns pour les autres⁹.

Il est dommage qu'on ne puisse décrire ainsi la relation actuelle entre le Québec et le reste du Canada. Mais c'était une réalité à l'époque de Baldwin. Sa contribution à la coopération entre francophones et anglophones a été l'un de ses legs les plus importants à la politique canadienne.

Conclusion

En proclamant une journée Robert Baldwin, on aidera les Ontariens à se souvenir de leur histoire politique unique. Je propose que le jour de son anniversaire, le 12 mai, soit désigné

journée Robert Baldwin. De cette façon, non seulement on lui témoignera le respect auquel il a droit, mais on aidera les gens à se souvenir de leur histoire et à mieux comprendre leur culture politique, tout en contribuant à rétablir le lien historique et émotionnel avec le Québec.

Notes

1. Daniel Gardner, *Youth and History: Policy Paper*, Institut du Dominion, Toronto, 1997, p. 2.
2. John Finlay et D. N. Sprague, *The Structure of Canadian History*, Prentice-Hall, Toronto, 2000, p.241.
3. Gad Horowitz, *Canadian Labour in Politics*, University of Toronto Press, Toronto, 1968, p.7.
4. Desmond Morton, discours prononcé en 1999 dans le cadre d'une conférence parrainée par l'Institut McGill.
5. Angela Partington Ed., *The Oxford Dictionary of Quotations*, « Edmund Burke », p. 158.
6. Jack Granatstein, « Does History Matter », <http://www.greatquestions.com>.
7. *The Ottawa Citizen*, 9 avril 1997, p. A14.
8. John Ralston Saul, *Réflexions d'un frère siamois*, Montréal, Boréal, 1998, p. 73 Viking, Toronto, 1997, p. 65.
9. Baldwin Family History, *The Baldwin Legacy*, p.14.